



Ensemble contre l'extrême droite (Appel unitaire du 12 juin 2024)

Nous, syndicats et associations, avons décidé d'agir ensemble sur tous les territoires pour battre l'extrême droite lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet et porter ensemble des mesures concrètes de solidarité, d'égalité et de justice. Nous en appelons à la mobilisation de toutes et tous.

La victoire des extrêmes droites aurait les mêmes conséquences dramatiques que celles qu'on a pu voir là où elles ont pu gouverner ou gouvernement. Aux États-Unis de Trump, dans la Russie de Poutine, la Hongrie de Orban, l'Argentine de Milei, la Pologne du PiS, l'Italie de Meloni, la liberté est piétinée, les droits ont été bafoués, les services publics et les politiques sociales, étranglés. Dans tous ces pays, la violence, la haine de l'autre ont remplacé les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Nous devons tout faire pour éviter que cela ne nous arrive.

Certes, la défaite des extrêmes droites ne suffira pas à garantir la mise en œuvre de politiques publiques répondant aux inégalités, injustices, et à l'urgence sociale et environnementale. Mais sa victoire en compromettrait radicalement la perspective.

Le recul des droits, la régression des libertés auxquels nous avons assisté ces dernières années, les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics, le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, comme le combat contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré.

Battre l'extrême droite dans les urnes, combattre son projet raciste doit se conjuguer à l'émergence d'un changement profond, de ruptures sociales et écologiques et d'effectivité des droits.

Il est donc crucial que chacune et chacun trouve dans l'exercice électoral le prolongement des mobilisations et aspirations communes. Une réponse de l'ensemble des forces politiques considérant que les droits sont les mêmes pour toutes et tous est indispensable.

Nous, syndicats et associations, serons exigeants pour que les réponses que nous portons pèsent aujourd'hui et demain dans un dialogue social et civil effectif.

Dans la société que nous voulons, la liberté, l'égalité, la démocratie, la solidarité et l'État de droit ne sont pas des mots vides de sens mais les principes mêmes qui organisent notre vie commune, notre avenir commun. Sur ces bases, face aux tenants de la haine, du racisme, de l'antisémitisme, du sexisme, de la LGBTQI+phobie, de la régression sociale, et de la destruction du vivant : des alternatives de rupture sont nécessaires.

Ensemble, nous en appelons à la mobilisation citoyenne. Sans attendre, nous appelons à participer à toutes les manifestations partout en France.

Un appel à l'initiative de la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et la Cimade, la Confédération générale du travail (CGT), la Fédération des acteurs de la solidarité (Fas), la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), la Fédération syndicale unitaire (FSU), Greenpeace France, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Oxfam France, SOS Racisme, le Syndicat des avocats de France (Saf), le Syndicat de la Magistrature (SM), l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa), l'Union syndicale Solidaires.

Le Rassemblement National contre le pouvoir d'achat

La stratégie d'institutionnalisation du RN passe aussi par son implantation à l'Assemblée Nationale, avec 89 députés. **Une présence inédite, qui a au moins le mérite de révéler l'imposture sociale de ces prétendus défenseurs des travailleurs et du pouvoir d'achat.**

« Nous votons en fonction de l'intérêt des Français et non de la provenance des textes », a même précisé Marine Le Pen. **C'est donc par conviction que les élus RN ont procédé aux votes suivants :**

Les députés du RN ont voté **contre** :

Salaires / Retraites

- ✗ **Augmentation** du SMIC à 1500 € net
- ✗ **Indexation** des salaires sur l'inflation
- ✗ **Encadrement** des salaires
- ✗ **Revalorisation** des petites retraites
- ✗ **Revalorisation** des salaires des fonctionnaires de 10 %
- ✗ **Suppression** des aides publiques aux entreprises qui ont augmentés les dividendes des actionnaires sans augmenter leurs salariés

Pouvoir d'achat

- ✗ **Blocage des prix** sur les produits de première nécessité
- ✗ **Gratuité** des premiers mètres cubes d'eau
- ✗ **Revalorisation** des APL de 10%
- ✗ **Gel des prix** des loyers
- ✗ **Augmentation** des hébergements d'urgence

Fiscalité

- ✗ **Rétablissement** de l'ISF
- ✗ **Taxe** sur les superprofits
- ✗ **Taxe** sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros
- ✗ **Augmentation** de la TVA sur les produits de luxe
- ✗ **Augmentation** de la taxe sur les logements vacants
- ✗ **Augmentation** des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- ✗ **Augmentation** de la fiscalité sur les résidences secondaires

Education

- ✗ **Gratuité** des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes
- ✗ **Revalorisation** des bourses étudiantes au niveau de l'inflation
- ✗ **Garantie** d'autonomie jeunes à 1063 euros

Féminisme

- ✗ **Allouer** 1 milliard pour lutter contre les violence faites aux femmes

Services Publics

- ✗ **Recrutement** de sapeurs-pompiers et revalorisation des salaires
- ✗ **Augmentation** des des budgets alloués à l'Université
- ✗ **Augmentation** des moyens alloués aux hôpitaux
- ✗ **Baisse de la TVA** sur les transports en commun
- ✗ **Augmentation** du nombre de greffiers et magistrats

Ecologie

- ✗ **Conditionnement** des aides publiques aux grandes entreprises au respect de contraintes écologiques
- ✗ **Suppression** de la niche fiscale sur le kérosène aérien
- ✗ **Instauration** d'un impôt sur la fortune climatique
- ✗ **Taxation** des yachts et jets privés

Les députés du RN ont voté **pour** :

Travail

- ✓ **Fin des droits au chômage** après abandon de poste
- ✓ **Fin des allocations chômage** pour les employés refusant un CDI à la fin de leur CDD
- ✓ **Réduire les droits** au chômage des étrangers hors Union Européenne
- ✓ **Interdire la présence** d'étrangers au sein des instances représentatives des entreprises
- ✓ **Limiter le droit de vote** des travailleurs précaires aux élections professionnelles

Fiscalité

- ✓ **Hausse du plafond** de défiscalisation des heures supplémentaires
- ✓ **Baisse des impôts de productions (CVAE)**

Culture

- ✓ **Suppression** de la redevance audiovisuelle
- ✓ **Exclure** l'achat de mangas du Pass Culture
- ✓ **Interdiction** de l'écriture inclusive